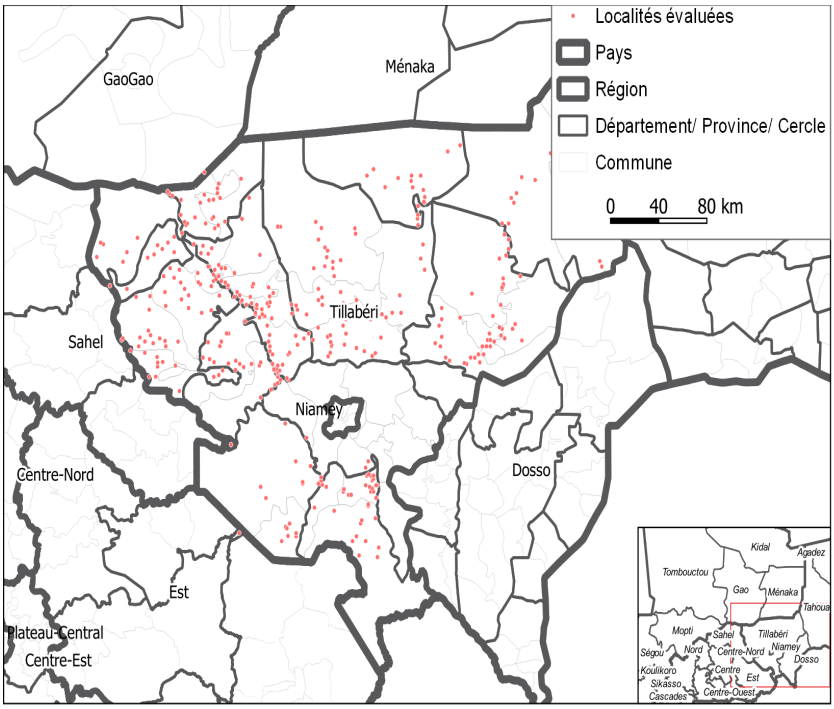
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Septembre 2021

Couverture géographique

Localités évaluées par département dans la région de Tillabéri[1]



Départements (unité administrative 2) couverts

Tillabéri | Abala, Ayerou, Banibangou, Bankilaré, Filingué, Gothèye, Ouallam, Say, Téra, Tillabéri, Torodi

Couverture de l'évaluation

611 **IC interviewés**
- **535** ont visité les localités au cours des 30 derniers jours
- **76** ont été en contact (en personne / par téléphone) avec une personne de la localité au cours des 30 derniers jours

386 **localités évaluées[2]**

11 / 11 **Admin 2** évaluées avec **5%** de couverture ou plus

Contexte

Depuis la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité. Principalement due à la présence de groupes armés, mais également à la montée de la criminalité et des tensions entre les communautés, cette situation sécuritaire critique a causé le déplacement d'environ 291 061 personnes déplacées internes (PDI) et de 249 820 réfugiés[3]. REACH bénéficie d'un financement du Bureau d'Assistance Humanitaire (BHA) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et réalise depuis janvier 2020 un suivi des besoins humanitaires multisectoriels (suite à une phase pilote au mois de novembre 2019). Cet aperçu de la situation présente les principaux résultats de ce suivi dans la région de Tillabéri au mois de septembre 2021. Tous les produits d'information sont disponibles sur le site Reach Resource Center.

Méthodologie

La méthodologie employée pour ce suivi est la méthodologie dite "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles[1]. Les données ont été collectées au niveau des localités, à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC)[4]. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées.

Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 14 et le 29 septembre 2021. Il convient de noter que tous les pourcentages représentent la proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté cette réponse spécifique pour la majorité de la population de la localité dans une période de 30 jours précédant la collecte des données. Par conséquent, les résultats présentés dans ce produit doivent être considérés comme indicatifs.

Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :	*Abala*	*Ayerou*	*Banibangou*	*Bankilaré*	*Filingué*	*Gothèye*	*Ouallam*	*Say*	*Téra*	*Tillabéri*	*Torodi*
La présence de groupes de population déplacée interne (PDI)	11%	15%	11%	13%	0%	3%	5%	0%	8%	0%	16%
L'arrivée de nouvelles PDI aux cours des 30 derniers jours[5]	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
La présence de retournés au cours des 30 derniers jours[5]	5%	12%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	2%	0%
Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population	89%	97%	100%	100%	79%	90%	84%	26%	85%	80%	53%
Une perturbation des moyens de subsistance habituels	79%	41%	61%	31%	42%	23%	26%	0%	40%	13%	11
Des contraintes d'accès à distance de marche[6] aux services de santé	5%	6%	6%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
Des contraintes d'accès à distance de marche[6] aux services nutritionnels	11%	3%	17%	6%	9%	6%	21%	14%	10%	8%	16%
Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population	79%	68%	44%	69%	34%	45%	32%	17%	60%	40%	16%
Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI[7 8]	100%	100%	0%	33%	NA[9]	100%	33%	NA[9]	75%	NA[9]	33%
Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche[6]	79%	97%	94%	88%	88%	88%	86%	89%	88%	87%	100%
Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population	83%	66%	89%	40%	26%	7%	35%	6%	28%	8%	29%

1. La couverture actuelle du projet cible 11 départements de la région de Tillabéri, identifiés comme les plus concernés par la crise sur la bande frontalière et comptant davantage de localités inaccessibles Abala, Ayerou, Banibangou, Ouallam, Say, Tillabéri, Torodi, Gothèye, Filingue, Tera et Bankilaré.
2. La source des localités évaluées dans le cadre de cette collecte vient de L'institut National de la Statistique du Niger. Par ailleurs, le choix des localités a été identifiés d'une façon aléatoire au travers des IC sélectionnés.
3. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM). Central Sahel Situation Report , août 2021.
4. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en personne.
5. Dans toute la fiche d'information, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.
6. La distance entendue par "distance de marche" est laissée à la discrétion des informateurs clés.
7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.
8. La définition de « conditions de vie adéquates » est laissée à la discrétion des IC.
9. Ce n'est pas applicable en raison de l'absence de PDI.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

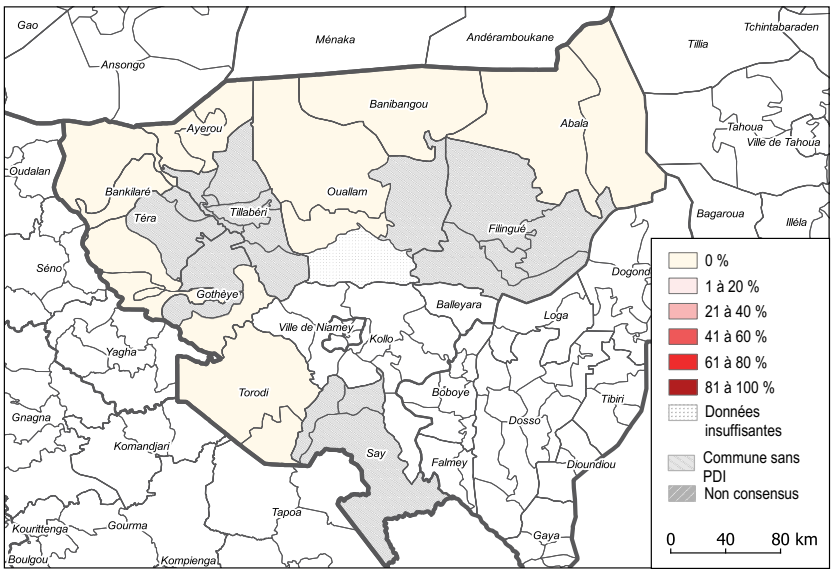
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Septembre 2021

Déplacements et mouvements de population

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté l'arrivée de PDI ou de refugiés au cours des 30 jours précédant la collecte de données :



Top 3 des départements ayant la plus forte proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de PDI / retournés / réfugiés [10] :

	PDI		Retournés		Réfugiés	
1	Torodi	16%	Ayerou	12%	Abala	5%
2	Ayerou	15%	Abala	5%	Ayerou	3%
3	Bankilaré	13%	Tillabéri	2%	Téra	2%

Selon les IC, aucune arrivée récente de PDI n'a été rapportée au cours des 30 derniers jours. Les arrivées de PDI dans la région de Tillabéri semblaient en effet plus anciennes, avec plus de 3/4 de localités au sein desquelles les IC mentionnaient des PDI installées depuis 7 mois ou plus. Si la communauté locale ne s'est pas déplacée (100%) au cours des 30 derniers jours, la présence de réfugiés (1%) et de retournés (2%) a été rapporté par les IC. Par ailleurs, dans 6% des localités évaluées, les PDI s'y trouvaient. Les départements d'origine des PDI les plus cités par les IC sont Torodi (16%), Ayerou (15%) et Bankilaré (13%). En outre, les PDI présentes se seraient déplacées à l'intérieur même de leur département d'origine. Lorsqu'elles se déplacent, les PDI semblent le faire de manière localisée, dans des villages proches des leurs et le plus souvent appartenant à la même commune. Les pays d'origine le plus souvent cités pour les réfugiés sont le Burkina Faso et le Mali. La province (Burkina Faso) et les cercles (Mali) d'où ils viennent les plus souvent sont le Sahel (25%), Gao (25%) ainsi que Menaka (50%)[11].

Les facteurs déclenchant les déplacements de PDI (% de localités évaluées à Tillabéri)[7] [10] :

Violence dans la localité d'origine	95%
Déplacement préventif	5%

L'insécurité dans la localité de départ constituait le principal facteur de déplacement des populations : Dans 95% des localités évaluées, les PDI se seraient déplacées pour fuir la situation sécuritaire suite à un incident violent dans la localité, à des menaces ou par peur, selon les IC. Les déplacements préventifs étaient également cités par les IC dans 5% des localités évaluées comme principale raison de déplacement. Parmi les personnes de la communauté locale qui sont restées, les IC ont rapporté que 68% avaient aucune raison de se déplacer.

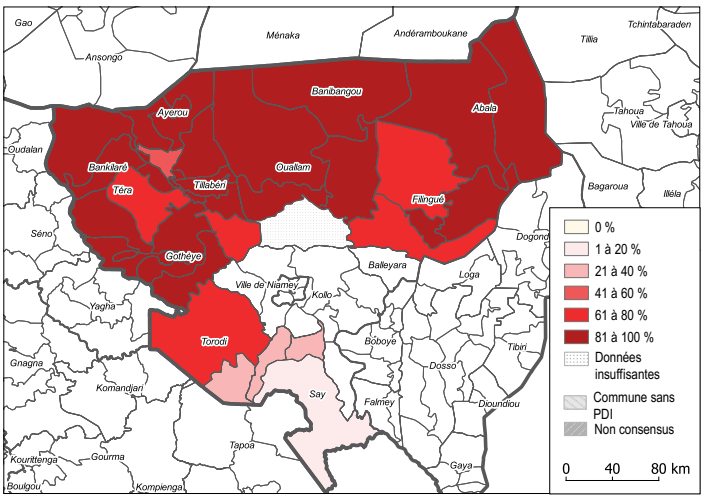
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'accès à la nourriture semblait particulièrement limité en cette période de fin de soudure (juin à septembre)[12]. En effet, dans 80% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours de 30 derniers jours. Les départements qui avait une forte proportion d'accès limité à la nourriture sont Banibangou (100%), Bankilaré (100%), Ayerou (97%) et Gothèye (90%). Selon les IC, l'accès limité à la nourriture était principalement dû au manque de moyens financiers, aux stocks épuisés, à la sécheresse et aux pluies insuffisantes, mais aussi au manque de bétail[13]. Il convient de noter que les IC de 24% des localités évaluées ont rapporté qu'il y avait eu une assistance alimentaire. En dépit de ces différentes contraintes, la majorité de la population avait encore accès à ses moyens habituels de subsistance au cours de la période récente dans la majorité (70%) des localités évaluées. La situation alimentaire difficile semble avoir donné lieu à d'autres activités économiques, car la population est contrainte de se débrouiller et c'est aussi la période où les agriculteurs ont besoin de plus de main-d'œuvre dans les champs[14]. Les activités de subsistance les plus perturbées pour la majorité de la population étaient l'élevage de bétail, l'agriculture pour la vente d'après les IC.

% de localités évaluées où les IC ont rapporté le manque d'argent / prix élevé comme principale raison de non accès à la nourriture (Top 4 des départements) :

Gothèye	71%
Ayerou	67%
Torodi	60%
Say	56%

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à la nourriture pour la majorités de la population :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels :

70%	Oui
30%	Non

10. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.
11. Les unités administratives équivalentes au Niger.
12. Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Période de soudure : La situation alimentaire reste préoccupante, juin 2017.
13. Résultats basés sur le nombre total des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.
14. Caritas International. La difficile période de soudure. Définition et solutions, septembre 2018.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Septembre 2021

Santé et Nutrition

% des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'absence de services de santé fonctionnels à distance de marche et par principale raison de contrainte d'accès (Top 3 des départements)[6 10 15] :

Banibangou	6%	Infrastructures détruites par une attaque
Ayerou	6%	Aucune raison
Abala	6%	Infrastructures trop éloignées

Pour le 1% des localités évaluées où les IC ont rapporté l'inaccessibilité des services de santé fonctionnels à distance de marche, le manque d'infrastructures sanitaires à proximité et la destruction des infrastructures en étaient les principales causes. En outre, si la majorité des populations des localités évaluées semblait avoir accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche, la situation est plus préoccupante en matière de présence de dispositifs d'urgence pour la prise en charge de malades critiques dans ces localités. En effet, les IC de 59% des localités évaluées ont rapporté l'absence d'un dispositif d'urgence. Les programmes nutritionnels semblaient toutefois accessibles à distance de marche dans la plupart des localités évaluées (89%).

Abris et biens non-alimentaires(BNA)

% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates de logement (Top 4 des départements)[7 8] :

Abala	100%
Ayerou	100%
Gothèye	100%
Bankilaré	100%

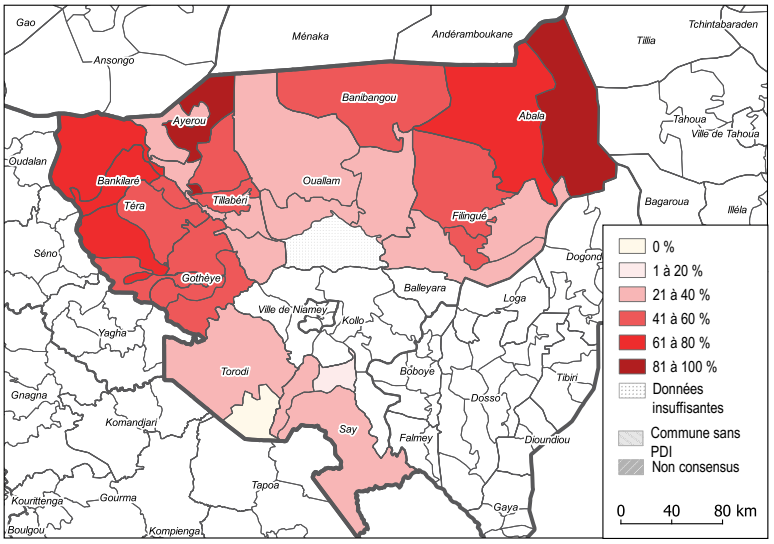
Top 3 des raisons pour lesquelles la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates (% de localités évaluées)[7 8 16] :

1. Manque d'espace fermé qui garantit des conditions d'intimité 64%
2. Risque d'éviction 14%
3. Abris non adapté au climat 7%

Les conditions de logement des PDI semblaient précaires selon les IC[17]. Dans 50% et 64% des localités évaluées, les IC ont rapporté que respectivement les réfugiés et les PDI résidaient dans des abris précaires. Cette précarité pourrait augmenter les risques sanitaires ainsi que les risques d'incidents de protection, notamment pour les plus vulnérables (les enfants, les femmes et personnes âgées). Les PDI semblaient avoir adopté différentes modalités d'installation. En effet, dans 55% des localités évaluées, il y a eu l'installation de PDI sans aucun type d'accord avec la communauté hôte. Cependant, dans 32% et 5% des localités évaluées, respectivement les IC ont rapporté un accueil gratuit ainsi qu'un accueil payant au sein de ménages de la communauté hôte. Parmi les 10% de localités évaluées où les IC ont rapporté des destructions d'abris, l'ensemble des destructions rapportées étaient liées aux conditions climatiques. Les départements avec les proportions élevés de localités où les IC ont rapporté des destruction d'abris étaient Gothèye (23%) et Torodi (21%). Les BNA qui n'étaient pas disponible et dont la majorité de la population avait le plus besoin étaient les moustiquaires (29%), les articles hygiènes bébé (23%) ainsi que les articles d'hygiène dignité féminins selon les IC.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté un accès insuffisant à l'eau pour couvrir les besoins des ménages :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains sans savon ou cendre (Top 4 des départements) :

Ayerou	94%
Banibangou	94%
Filingue	88%
Bankilaré	88%

D'après les IC, la majorité n'avait pas accès à une quantité d'eau suffisante pour couvrir les besoins du ménage dans presque la moitié (44%) des localités évaluées. Neanmoins, pour ceux qui ont accès à une source d'eau, l'utilisation de pompes à motricité humaine (PMH) semble souvent préférée à celle des puits. En effet, la PMH est citée comme principale source d'eau de boisson pour la majorité de la population par les IC de 31% des localités évaluées, contre 21% pour l'utilisation des puits protégés. Par ailleurs, les contraintes d'accès à l'eau pour cause d'insécurité ne concernaient que 5% des localités évaluées. Parmi le 5%, ce sont ces localités transfrontalières avec le Mali qui avaient les plus fortes proportions. En termes de durée à la source d'eau, les IC ont indiqué que le trajet (aller et retour) à la source d'eau était inférieur à une heure de temps pour la population de 96% des localités enquêtées dans la région. En revanche, dans 3% des localités évaluées dans le département d'Ayerou, au moins une demi-journée de trajet était nécessaire afin de se rendre à la source d'eau principale et d'en revenir pour la majorité de la population selon les IC. L'accès aux infrastructures d'assainissement semble aussi limité. En effet, les IC ont rapporté que la majorité de la population des localités évaluées (76%) était dépourvue de latrines. De plus, la présence de latrines privées semble peu répandue, et ne concernerait que 8% des localités évaluées selon les IC.

% de localités évaluées où la majorité de la population n'utilisait pas de latrines (Top 4 des départements) :

Ayerou	91%
Ouallam	88%
Gothèye	81%
Abala	79%

15. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas eu accès à des services de santé fonctionnels au cours des 30 derniers jours.
16. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité des PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates.
17. Catégories considérées comme abris précaires: abri de fortune, abri d'urgence, bâtiment public et tente traditionnelle.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action

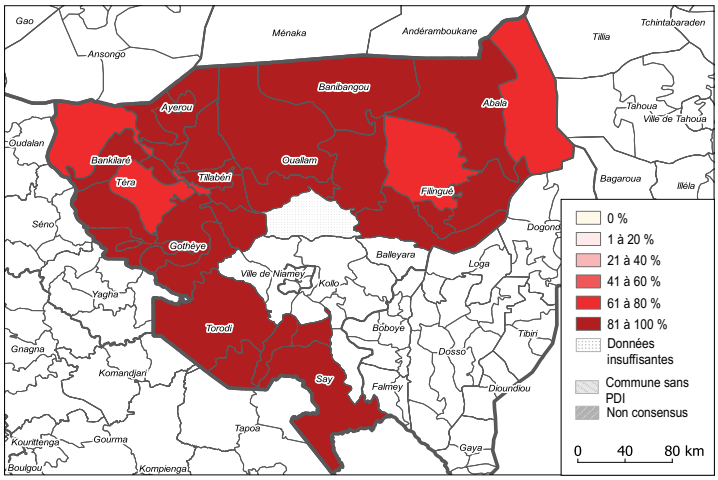
Suivi de la situation humanitaire (HSM)

Zone des trois frontières - Niger, Région de Tillabéri

Septembre 2021

Education

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche[6] :



Selon les IC, dans 89% des localités évaluées la majorité de la population en âge d'être scolarisée n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels au cours du mois précédent. Dans 21% des localités évaluées, les IC ont indiqué l'insécurité sur le trajet de l'école comme la principale barrière d'accès à l'éducation[18]. En cas de non disponibilité des services éducatifs, les IC ont signalé que dans 93% des localités évaluées, il n'y avaient aucune stratégie d'adaptation mise en place. En seconde place vient l'apprentissage à l'école coranique qui a été rapporté dans 4% des localités évaluées comme stratégie d'adaption. Les principales occupations des filles et des garçons en cas d'indisponibilité des services éducatifs étaient le travail à la maison (45%), le travail en dehors de la maison (32%) ou l'école coranique (1%).

Rédevabilité envers les populations affectées

% des localités évaluées où au moins une partie de la population a reçu une aide humanitaire (Tous les départements) :

Banibangou	61%	Ayerou	24%
Abala	58%	Tillabéri	21%
Say	29%	Ouallam	16%
Filingue	28%	Téra	15%
Bankilaré	26%	Gothèye	3%
Torodi	26%		

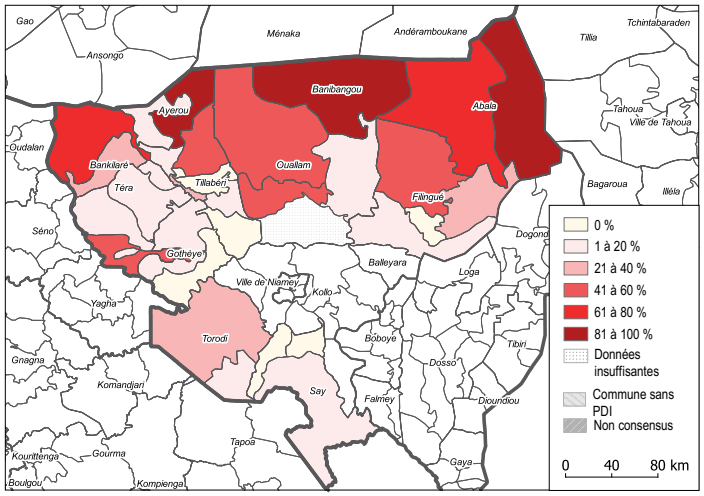
Top 3 des secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées dans 3 départements)[19] [20] :

Banibangou		Ayerou		Bankilaré	
1 Sécu Al.[21]	89%	1 Sécu Al.[21]	91%	1 Sécu Al.[21]	94%
2 EHA	57%	2 EHA	74%	2 Santé	58%
3 Protection	37%	3 Santé	35%	3 Protection	35%

18. Les vacances scolaires ont été retirées parmi les réponses car la période de rappel (vacances scolaires) n'en fait pas une barrière à l'accès aux services d'éducation à distance de marche.
19. Les IC ont été interrogés sur les secteurs humanitaires qu'ils pensaient prioritaires dans leur localité. Ils pouvaient choisir jusqu'à trois secteurs d'intervention prioritaires.

Protection

Proportion de localités évaluées en septembre où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité :



Principales inquiétudes en matière de protection (% de localités évaluées dans les départements de Tillabéri)[7] [10]:

Violence par un groupe armé	44%
Vol de bétail	41%
Criminalité	17%
Ne pas pouvoir se faire soigner en cas de maladies	15%

Le contexte sécuritaire semble toujours préoccupant car dans 31% des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité. De plus, des incidents sécuritaires avec des civils tués ou gravement blessés ont été rapportés dans 4% des localités évaluées selon les IC. Les principaux incidents sécuritaires cités par les IC étaient les vols de bétail ainsi que la criminilaté. D'autre part, les IC d'une très grande majorité (95%) des localités évaluées ont rapporté une bonne entente entre la communauté hôte et la communauté déplacée au sein de la localité. Toutefois, ce constat semble moins s'appliquer dans le département de Torodi, dans laquelle les IC de 33% des localités ont rapporté plutôt une relation neutre. Au cours de cette période, les IC de 77% des localités évaluées ont signalé la présence d'un service de protection.

Communication

% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable n'existait pas selon les IC (Top 4 des départements) :

Ayerou	65%
Bankilaré	44%
Ouallam	33%
Banibangou	33%

Les IC ont rapporté dans 83% des localités évaluées que la majorité de la population avait des difficultés à accéder à l'information sur l'assistance humanitaire disponible. La raison principale expliquant la difficulté est due à la discrimination dans le partage de l'information d'après les IC. Parmi ces localités, selon les IC, le type d'information qui aurait été le plus utile à la population était de l'information sur l'accès à l'assistance humanitaire dans 41% des localités évaluées, sur le contexte sécuritaire (25%) et sur la santé (7%). Sur les onze départements, l'appel téléphonique reste la source d'information principale pour la population (38%) des localités évaluées. Viennent ensuite les conversations en personne, dans 21% des localités évaluées.

20. Le critère de sélection a été basé sur les départements ayant les plus fortes proportion en matière de l'insécurité alimentaire.
21. Sécurité Alimentaire.

USAID FROM THE AMERICAN PEOPLE

REACH Informing more effective humanitarian action